

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

JANVIER 2006

Quatre critères pour définir une véritable ressource locale

La distinction est pour le moins ténue, entre une dotation d'Etat dont le montant est fixé en loi de finances et une "ressource propre" dont le montant est fixé par un marché

Le Courrier des Maires

01/01/2006

La Consignation : un service simple et efficace présentant de nombreuses applications pour les personnes morales de droit public

La consignation est un dispositif simple permettant de protéger et de répartir des dépôts numéraires ou titres, selon des modalités fixées soit par un texte légal ou réglementaire, soit par une décision de justice ou administrative. Le réseau du Trésor Public, en sa qualité de " préposé " de la Caisse des dépôts, assure au quotidien la gestion de cette activité, parallèlement à l'agence des consignations du siège de la Caisse des dépôts. Nous vous proposons dans un premier temps une présentation générale des consignations, puis dans deuxième temps de détailler les cas de consignations concernant plus spécifiquement les personnes morales de droit public

La revue du Trésor

01/01/2006

Lois de finances : les dispositions clés pour les collectivités locales

Sommaire : Concours financiers de l'Etat (p. VII). Fiscalité (p. IX) Dispositions diverses (vote des budgets; intercommunalité; taxe de séjour; service public d'assainissement; transmission d'informations financières; perception des taxes et impositions ; fonds de prévention des risques naturels majeurs; ZRR; déchets électriques et électroniques (p. XI). Compensation des transferts de compétences (p. XIII). Lexique (p. XIII)

Le Courrier des Maires

01/01/2006

Réforme : ce que proposent les associations d'élus

Interrogées par Le Courrier des maires, les associations ont fourni les premiers scénarios de réforme sur lesquels travaillent les élus. Avec une ferme volonté d'aboutir rapidement

Le Courrier des Maires

01/01/2006

L'impact des lois de finances sur les collectivités locales

De nombreuses dispositions des lois de finances affectent la fiscalité directe locale et les modalités d'attribution des dotations. Voici la synthèse des principales réformes fiscales qui interviendront soit en 2006, soit en 2007.

Maires de France

01/01/2006

Un an pour anticiper l'impact des réformes fiscales

Une année délicate s'annonce avec des marges de manoeuvre réduites et des taux d'intérêt en hausse

La gazette des communes

02/01/2006

Une Italie avide de respectabilité

La gazette des communes

05/01/2006

Les collectivités s'inquiètent de la mort annoncée de la TP

La loi de finances initiale accroît les concours de l'Etat aux collectivités en reconduisant le contrat de croissance. Mais la réforme de la taxe professionnelle mécontente fortement les élus locaux.

La gazette des communes

09/01/2006

Les collectivités locales ne veulent pas recevoir de leçons du gouvernement sur la dette

Thierry Breton, présentera le programme de stabilité fixant les grandes orientations de la politique économique française pour les années 2007 à 2009, qui doit être transmis à la Commission européenne d'ici à la fin du mois

Le Monde
12/01/2006

L'indicateur financier des collectivités territoriales

L'indicateur ECODEFI est une enquête mensuelle du Groupe Caisse d'Épargne. Elle analyse les évolutions des anticipations de 120 directeurs financiers et responsables de la dette des collectivités territoriales et permet de mesurer les prévisions financières des décideurs financiers

Journal des Maires
15/01/2006

Les principales mesures pour 2006

Les dotations sous enveloppe progresseront de 2,3775%, la dotation globale de fonctionnement augmentant de 2,727% de LFI à LFI. Mais rarement lois de finances n'auront autant concerné l'avenir financier des collectivités territoriales. La réforme de la taxe professionnelle aboutira, dès 2007, à ce que seules les bases de taxe professionnelle non plafonnées à la valeur ajoutée génèrent un produit d'impôt supplémentaire. La loi de finances institue, par ailleurs, à compter de 2006, une exonération de 20% de la taxe sur le foncier non bâti pour les terrains à usage agricole

La Gazette des Communes
16/01/2006

Finances : la région Nord-Pas-de-Calais maintient sa note AA-

L'agence Standard & Poor's a confirmé la notation du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais

Les Echos
19/01/2006

Fiches financières individuelles sur les collectivités locales : un accès direct ?

Circulaire du 14 décembre 2005 relative à la mise à disposition de fiches financières individuelles sur les collectivités locales : ouverture aux services des préfetures. Ouverture de l'application informatique FFLEAS (NOR : MCTB0510030C; non publiée au JO)

La Quinzaine Juridique
23/01/2006

L'agglomération de Grenoble peine à boucler son budget

Les élus écologistes redoutent le surendettement de leur communauté d'agglomération, engagée dans le cofinancement de nombreux équipements structurants (Grand Stade et projets industriels)

Les Echos
27/01/2006

L'Ile-de-France relève sa fiscalité et freine l'investissement

Dans le cadre d'un budget très contraint, la région prévoit une hausse de 23 % de ses impôts, notamment pour faire face aux transferts liés à la décentralisation. L'envolée pourrait même être encore plus importante

Les Echos
30/01/2006

Transports et voirie en tête des investissements

L'Éducation, l'enseignement et la recherche arrivent en deuxième position

La Revue du Trésor
30/01/2006

10 questions sur le plafonnement de la taxe professionnelle

Après les travaux de la commission Fouquet, qui proposait un changement d'assiette de la taxe professionnelle, le gouvernement a choisi une option différente qui n'affecte pas le mode de calcul de la base d'imposition mais plafonne les cotisations des entreprises. Cette mesure (art. 85 de la LF pour 2006) s'accompagne d'un dispositif de partage du financement de la réforme entre l'Etat et les collectivités locales
Le Courrier des Maires
01/01/2006

Un plan local d'urbanisme à dimension intercommunale

Il est rare d'élaborer un PLU à l'échelle intercommunale entre petites communes. Pourtant, certaines communautés ont choisi cette option. Rencontre avec l'une d'elles, en Alsace.
Géomètre
01/01/2006

L'impact des lois de finances sur les collectivités locales

De nombreuses dispositions des lois de finances affectent la fiscalité directe locale et les modalités d'attribution des dotations. Voici la synthèse des principales réformes fiscales qui interviendront soit en 2006, soit en 2007.
Maires de France
01/01/2006

Le Conseil constitutionnel censure le mécanisme de plafonnement des niches fiscales, prévu dans le projet de loi de finances pour 2006

Le Conseil constitutionnel choisi d'invalider le mécanisme de plafonnement des niches fiscales en raison de son excessive complexité qu'aucun motif d'intérêt général ne suffisait à justifier
Bulletin
Quotidien
02/01/2006

Inégalité devant l'impôt

Si les citoyens doivent ou devraient être tous égaux devant l'impôt, les collectivités, ne sont pas toutes logées à la même enseigne en matière de fiscalité.
Le Tout Lyon en Rhône-Alpes
07/01/2006

Les principales dispositions de la loi de finances concernant les collectivités territoriales

Les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle sur les finances locales ont été atténuées
AJDA
09/01/2006

Réforme de la TP : le dispositif validé

Les membres du Conseil constitutionnel estiment que les mesures ne sont pas incompatibles avec le principe d'autonomie financière
La gazette des communes
09/01/2006

Loi de finances : le vote des taux pour 2006

Les conditions du vote des taux des quatre taxes locales pour 2006 n'ont pas fait l'objet de modifications majeures par rapport à 2005. Les coefficients de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives servant au calcul des bases d'imposition pour 2006 ont été fixés par la loi de finances pour 2006 (art. 94) à 1,018 pour les propriétés bâties et non bâties
Journal des Maires
15/01/2006

✚ Rôles supplémentaires des impôts locaux : ils ne sont pas communicables à la collectivité

L'administration fiscale doit transmettre chaque année aux collectivités locales les rôles généraux des impôts directs locaux, c'est-à-dire ceux qui concernent la généralité des contribuables

La Lettre du Cadre Territorial

15/01/2006

✚ Les principales mesures pour 2006

Les dotations sous enveloppe progresseront de 2,3775%, la dotation globale de fonctionnement augmentant de 2,727% de LFI à LFI. Mais rarement lois de finances n'auront autant concerné l'avenir financier des collectivités territoriales. La réforme de la taxe professionnelle aboutira, dès 2007, à ce que seules les bases de taxe professionnelle non plafonnées à la valeur ajoutée génèrent un produit d'impôt supplémentaire. La loi de finances institue, par ailleurs, à compter de 2006, une exonération de 20% de la taxe sur le foncier non bâti pour les terrains à usage agricole

La Gazette des Communes

16/01/2006

✚ Taxe professionnelle : la Bretagne vers une nouvelle hausse à deux chiffres

Après une hausse de 17 % en 2005, la taxe professionnelle doit augmenter de 10,6 % cette année. La région veut préserver sa capacité d'investissement pour le prolongement de la ligne TGV

Les Echos

18/01/2006

✚ La région Rhône-Alpes augmente sa fiscalité directe de 7 %

La deuxième région de France va se doter d'un budget primitif pour 2006 de 1,875 milliard d'euros. Elle estime à 15 millions d'euros au moins les coûts de décentralisations non compensés par l'Etat

Les Echos

23/01/2006

✚ Lien entre taux : de nouvelles dérogations,..

Instruction DGI relative aux règles de lien entre les taux - BOI 6 A-5-05 n° 205 du 15 décembre 2005 (NOR : BUDF0520357J; non publiée au JO)

La Quinzaine Juridique

23/01/2006

✚ Les grandes agglomérations lissent leur fiscalité sur les déchets

Les grandes intercommunalités cherchent à unifier le taux de la taxe qui sert à financer la collecte, la TEOAA, plutôt que de le différencier par zones comme le permet pourtant le législateur

Les Echos

27/01/2006

Délai de versement du FCTVA

Réponse du ministre délégué aux Collectivités territoriales à la question écrite de Nadine Morano, JO du 6-12-2005, p. 11285
Le Courrier des Maires
15/01/2006

Collecte et traitement des ordures ménagères

Les règles d'assujettissement à la TVA en matière d'élimination des déchets ménagers varient selon le mode de financement retenu.
La Gazette des Communes
16/01/2006

TVA réduite : verdict espéré le 24 janvier

Le BTP fait monter la pression
Le moniteur
20/01/2006

Comptabilité communale : mise en ligne de l'instruction budgétaire et comptable M14 pour l'exercice 2006

DGCL, 21 déc 2005, Instr. budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et à leurs établissements publics administratifs pour l'exercice 2006. www.dgcl.interieur.gouv.fr
Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

La normalisation comptable internationale pour le secteur public : une réussite encore méconnue, mais de larges défis encore à surmonter

Rendre compte efficacement suppose qu'on puisse le faire à partir d'un corps de règles précises et stables qui permette la compréhension, évite la dissimulation ou l'information partielle ou erronée
La revue du Trésor
01/01/2006

La nouvelle instruction M31 sur les actifs et passifs (OPHLM/OPAC)

C'est par le biais d'une circulaire (et de ses sept annexes) du 25 novembre 2005 que les OPHLM et OPAC à comptabilité publique connaissent dorénavant les nouvelles règles applicables au traitement comptable de leurs actifs et passifs. Désormais, selon leur nature juridique, les opérateurs du logement social aidé par l'Etat obéiront soit au règlement n° 99-03 du CRC (SEM et organismes privés agréés), soit aux instructions comptables HLM prévues au Code de la construction et de l'habitation (SA d'HLM, coopérative ou fondation d'HLM), soit à la M31 (office, c'est-à-dire établissement public HLM et d'aménagement et de construction) objet de la présente rubrique. Ainsi, pour des opérations de même nature (le logement), les règles comptables applicables ne sont pas toujours les mêmes.
Revue Française de Comptabilité
01/01/2006

La réforme de la M14, deux points importants

Les propositions effectuées par le groupe de travail n'ont pas toutes été retenues par le législateur. Le rapport est consultable sur le site www.colloc.minefi.gouv.fr
Revue Française de Comptabilité
01/01/2006

Association non déclarée et gestion de fait

La Cour des comptes prononce un non-lieu à déclaration définitive de gestion de fait d'une association non déclarée en France et qui a bénéficié de subventions publiques
AJDA
01/01/2006

La modernisation de l'Etat avance à petits pas

Avec la loi organique relative aux lois de finances (Lof) et la gestion de l'État " par programmes ", la France fait ses premiers pas sur la lune. Néanmoins, la révolution se révèle lacunaire : l'administration n'a pas encore obtenu l'autonomie de gestion promise. Et la question de savoir qui va enclencher la dynamique de progrès demeure floue
La Tribune
04/01/2006

L'Enact de Montpellier multiplie les formations à la M 14

L'école instruit des formateurs à la nouvelle instruction budgétaire et comptable M 14
La Gazette des Communes
16/01/2006

✚ **Quand l'Etat découvre la culture de résultat**

Utiliser les méthodes de gestion de l'entreprise dans le public pour y amener une culture de résultat, tel est l'esprit qui commande la remise à plat des processus

Les Echos

16/01/2006

CONSOLIDATION

La déclaration unifiée devient obligatoire

La déclaration annuelle des données sociales sous forme unifiée (Dads-U) est devenue obligatoire à partir de 2006 pour les entreprises qui transmettent leur déclaration par la voie informatique. Elles doivent pour cela paramétrer leur logiciel de paye

Le Moniteur
06/01/2006

Les conseils de quartier d'Issy élus par internet

Afin d'encourager la démocratie de proximité, Issy-les-Moulineaux a choisi le vote par internet

La gazette des communes
09/01/2006

La téléconsultation, pour mieux communiquer avec les usagers

Une trentaine de collectivités interrogent leur population par téléphone pour connaître leur avis sur un sujet local. Un outil à ne pas confondre avec le sondage ou le référendum.

La gazette des communes
09/01/2006

Les démarches en ligne ont le vent en poupe !

82 % des salariés du secteur public estiment que l'administration électronique facilite leur travail

Journal des Maires
15/01/2006

Le département des Yvelines consulte ses habitants sur Internet

Le Conseil général des Yvelines a ouvert un forum sur son site internet

Les Echos
16/01/2006

Loiret, le département pionnier de la signature électronique

Depuis un an le Loiret met en ligne ses dossiers de marchés publics sur la plateforme "achatpublic.com"

La Gazette des Communes
16/01/2006

Loiret, le département pionnier de la signature électronique

Depuis un an le Loiret met en ligne ses dossiers de marchés publics sur la plateforme "achatpublic.com"

La Gazette des Communes
16/01/2006

RESSOURCES HUMAINES

La procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux

Travail de recherche approfondi comportant des références jurisprudentielles, des éléments de comparaison avec les autres branches de la fonction publique

La gazette des communes

02/01/2006

La déclaration unifiée devient obligatoire

La déclaration annuelle des données sociales sous forme unifiée (Dads-U) est devenue obligatoire à partir de 2006 pour les entreprises qui transmettent leur déclaration par la voie informatique. Elles doivent pour cela paramétrer leur logiciel de paye

Le Moniteur

06/01/2006

GESTION INTERNE

La face cachée de la territoriale

Les collectivités locales françaises sont des structures au mode de fonctionnement très spécifique : c'est la parfaite collaboration entre un pôle politique et un pôle administratif qui génère la mise en oeuvre des politiques publiques locales La revue du Trésor 01/01/2006

Démarche qualité : certifier un service

Un premier bilan de la démarche qualité au service juridique du conseil général d'Indre-et-Loire : prise de conscience et décisions
La Lettre du Cadre Territorial
15/01/2006

Dissolution de plein droit d'un syndicat de communes

Le septième alinéa de l'article L. 5212-33 du CCCT qui prévoit l'intervention d'un arrêté préfectoral pour prononcer la dissolution et régler les modalités de la liquidation d'un syndicat intercommunal est applicable dans le cas où cette dissolution intervient de plein droit du fait de l'achèvement de l'opération que le syndicat avait pour objet de conduire. CE, 14 Oct. 2005, n° 255179, n° 255180 et n° 255181, Cne de Pagny-sur-Moselle, à mentionner aux tables du recueil CE
Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

Intercommunalités où en est la participation des citoyens ?

L'intercommunalité continue à souffrir d'un manque de visibilité auprès des habitants. Sur le terrain, les structures intercommunales se servent des dispositifs légaux pour organiser, en fonction de leur histoire et de leur situation locale, une participation de plus en plus grande de la population aux décisions qui la concernent
Maires de France
01/01/2006

Jusqu'où les petites communautés doivent-elles agrandir ?

Si de nombreuses petites communautés de communes n'ont pas les moyens d'assurer leur développement et réfléchissent aujourd'hui à une fusion, d'autres, à l'inverse, adaptent leurs projets à leur taille. La plupart, en revanche, ont déjà l'habitude de travailler bien au-delà du seul périmètre intercommunal
Maires de France
01/01/2006

10 conseils pour définir l'intérêt communautaire

Circulaire relative à l'intercommunalité adressée le 23 novembre 2005 aux préfets par le ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire
Le Courrier des Maires
01/01/2006

Le rapport Seguin a balisé le chemin

La Cour des comptes a prescrit une cure drastique aux groupements de communes.
La gazette des communes
02/01/2006

La compétence économique des communautés monte en puissance

Neuf agglomérations sur dix sont désormais dotées d'un service de développement économique. Les plus petites intercommunalités ne sont pas forcément les moins bien outillées, révèle une étude de l'ADCF
Les Echos
20/01/2006

Les pistes de réforme de l'intercommunalité

Interrogé oralement, le 17 janvier 2006, par le député Thierry Lazaro sur les suites qu'il entend donner au récent rapport de la Cour des comptes sur l'intercommunalité (v. AJDA 28 novembre 2005, p. 2204), le ministre délégué aux Collectivités territoriales a rappelé le contenu de la circulaire du 23 novembre (v. AJDA 5 décembre 2005, p. 2265) et a indiqué avoir engagé plusieurs autres réflexions
AJDA
23/01/2006

Dijon étoffe son parc d'équipements sportifs

La capitale de la Bourgogne et sa communauté d'agglomération investissent fortement pour compenser un important déficit d'équipements.
Les Echos
27/01/2006

✚ Le président du Sénat Christian Poncelet estime que l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct serait aujourd'hui nuisible à l'intercommunalité

Le pays n'a pas vocation à être autre chose qu'un espace de projets avec voix délibérative

Bulletin Quotidien

30/01/2006

✚ Sans y être pour autant hostile à terme, le président du Sénat Christian Poncelet estime que l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct serait aujourd'hui nuisible à l'intercommunalité

L'élection au suffrage universel donnerait à terme un pouvoir fort aux conseillers communautaires et ceci bien évidemment au détriment des maires

Bulletin Quotidien

30/01/2006

La circulaire relative aux contrats de partenariat ou la "troisième voie contractuelle"

Consacré aux "contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs établissements publics", le titre II de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat a ajouté au titre 1er du Livre IV de la première partie du Code général des collectivités territoriales un chapitre IV intitulé " Les contrats de partenariat ". Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi d'habilitation n° 2003-475 du 2 juillet 2003, les collectivités territoriales locales disposent ainsi de trois voies contractuelles leur permettant de mettre en oeuvre leurs projets : les marchés publics, soumis au Code des marchés publics ; les délégations de service public, soumises aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et les contrats de partenariat, soumis aux dispositions des articles L. 1414-1 et suivants du même code.

Collectivités Territoriales (Lamy)

01/01/2006

La CCI va participer au financement du tramway de Brest

Après plusieurs mois de refus, elle annonce son intention d'entrer dans le capital de la SEM, en cours de constitution pour la réalisation du projet de création d'une ligne de tramway moyennant 245 millions d'euros d'investissement

Les Echos
03/01/2006

Un marché de fourniture d'électricité pour la SEM GEG

Contrat de fourniture d'électricité pour "Gaz électricité de Grenoble" La gazette des communes
09/01/2006

La hausse du livret A renchéra les prêts aux HLM

Le taux du livret A devrait remonter de 0.25 point le 1er février prochain
Le moniteur
20/01/2006

L'Anru atteint sa vitesse de croisière

Bilan de l'action en 2005 de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine
Le moniteur
20/01/2006

ASSOCIATIONS

Faute simple de la collectivité dans la gestion d'une association

Une collectivité territoriale est responsable des fautes commises dans la gestion d'une association transparente. CE, 5 déc. 2005, n° 259748, Département de la Dordogne, à publier au recueil CE Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

Association non déclarée et gestion de fait

La Cour des comptes prononce un non-lieu à déclaration définitive de gestion de fait d'une association non déclarée en France et qui a bénéficié de subventions publiques AJDA 01/01/2006
103 Associations

Droit à déduction de TVA et taxe sur les des associations partiellement assujetties

Une association assujettie à la TVA qui n'effectue que des opérations soumises à cette taxe, mais qui perçoit également des subventions non directement liées au prix de ces opérations, peut bénéficier d'un prorata de déduction de 100 %. L'association reste en outre totalement exonérée de la taxe sur les salaires
Juris Associations
15/01/2006

Organiser la mise en concurrence d'un marché

Les associations d'intérêt général et sous influence publique doivent désormais respecter les règles de mise en concurrence pour les marchés excédant des seuils qui restent encore à définir par décret. Dans l'attente de ce texte, il leur est fortement recommandé de se soumettre aux règles prévues à cet effet par le Code des marchés publics
Juris Associations
15/01/2006

Les impôts non commerciaux : qui, combien, comment ?

Le fait d'être une association régie par loi de 1901 n'exonère pas l'association de tout impôt. Les responsables d'associations se doivent donc d'y voir clair et de comprendre les principaux mécanismes d'imposition susceptibles d'affecter le fonctionnement de leur organisme. Cette maîtrise leur permettra de mettre l'association en règle et de mieux gérer des rapports pas toujours faciles avec les services fiscaux.
Associations mode d'Emploi
30/01/2006

DELEGATIONS

La gestion en régie rend l'eau moins chère

La Fondation Danielle Mitterrand France Libertés vient de lancer un appel aux maires pour la gestion de l'eau en régie. Sa présidente explique les avantages de ce mode de gestion.

Maires de France
01/01/2006

Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics

Par les contrats dits de " Mobilier Urbain ", des entreprises commerciales se sont engagées à installer gratuitement sur le domaine public des abris destinés notamment aux usagers des transports en commun, des poteaux indicateurs, et ont obtenu, en contrepartie, l'autorisation d'exploiter, à titre exclusif, ces supports à des fins publicitaires. Dans la plus grande partie, sinon dans la totalité de ces contrats, les entreprises se réservent la propriété du " Mobilier Urbain ", partagent avec la collectivité contractante les frais d'entretien de ce mobilier, et s'obligent : à laisser à la disposition de cette collectivité une partie des emplacements publicitaires pour la diffusion d'informations locales. 1 CE, 4 nov. 2005, n° 247298,247299, Sté Jean-Claude Decaux

Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

Les bonnes recettes pour manger mieux

Les collectivités vont bientôt gérer près d'un milliard de repas scolaires. L'équilibre nutritionnel est loin d'être atteint Il est pourtant possible de manger mieux, sans dépenser beaucoup plus.

La gazette des communes
09/01/2006

Bruxelles milite pour la libre circulation des déchets

La Commission considère les ordures comme une véritable manne financière, dont il faut faciliter un recyclage sans frontières. Le chiffre d'affaires européen de ce secteur atteint 100 milliards d'euros

La Tribune
09/01/2006

Les concessions de service public encadrées

Par un nouvel arrêt, le juge communautaire rappelle les principes applicables aux concessions de service public comme aux marchés publics

Les Echos
13/01/2006

Gestion des cimetières et attentes des familles : face à de nouveaux défis

Il y a 13 ans tout juste, les pompes funèbres devenaient un service public partagé entre communes et prestataires privés. Mais, aujourd'hui, les maires doivent également faire face à de nouvelles demandes en matière funéraire

Journal des Maires
15/01/2006

Renforcer le contrôle des délégataires

Un décret va prochainement définir une liste d'indicateurs de performance des services de l'eau et de l'assainissement. Objectif : assurer aux communes les moyens de mieux contrôler l'activité de leurs délégataires

Journal des Maires
15/01/2006

Déchets : les Bouches-du-Rhône ne savent plus à quelle solution se vouer

Après le rejet du projet d'incinérateur de la Communauté urbaine de Marseille par les populations riveraines, le plan sur lequel le département doit bientôt se prononcer soulève lui aussi un fort vent d'opposition

Les Echos
17/01/2006

 **Flandre Lys lance dans la douleur un nouveau système de collecte**

Un nouveau système de redevance d'enlèvement des ordures ménagères est mis en place au forceps dans l'intercommunalité Flandre Lys

Les Echos
17/01/2006

 **L'international tire la croissance de l'aéroport de Toulouse**

La plate-forme a augmenté son trafic de 3,3 % en 2005 et les vols internationaux ont dépassé les 2 millions de passagers. Le statut du gestionnaire changera à la fin 2006 avec l'entrée de collectivités locales

Les Echos
18/01/2006

 **La transparence implique l'analyse de la concurrence**

Le principe de transparence des procédures qui résulte des libertés fondamentales affirmées par le Traité CE, notamment en ses articles 43 et 49, s'applique à l'attribution des concessions de service public. Les autorités concédantes doivent s'interroger sur l'état de la concurrence afin de déterminer les modalités d'attribution des contrats les mieux à même de satisfaire cette obligation de transparence

Le Moniteur
20/01/2006

 **Xavier Huillard met en place son équipe** **Xavier Huillard, nouveau directeur général du groupe Vinci**

Le Moniteur
20/01/2006


 **Aérodrome : la CCI joue son va-tout**

Pour sauver l'aviation d'affaire en Centre Alsace, la CCI de Colmar choisit le tribunal et la rue

Le moniteur
20/01/2006


 **Veolia Environnement**

Les priorités de Veolia Environnement
Option Finance
23/01/2006

 **Contrats de mobilier urbain : quelques éléments de réflexion sur les arrêts Decaux**

Le choix du Conseil d'Etat de qualifier les contrats de mobilier urbain de marchés publics n'allait pas de soi. D'autres qualifications pouvaient retenir l'attention. Surtout, on peut se demander s'il était nécessaire de classer ces contrats dans une catégorie prédéfinie pour soumettre leur passation à des obligations procédurales adaptées. Les arrêts Decaux fournissent en tout cas l'occasion d'une réflexion sur le rôle du juge dans l'indispensable effort de rationalisation de notre droit des contrats publics.

AJDA
23/01/2006

 **Définition des droits exclusifs ou spéciaux : fiche explicative de la directive européenne de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux**

Fiche explicative du 17 janvier 2006

Le moniteur
27/01/2006

 **Les " profits abusifs " abreuvent les caisses des services des eaux**

L'UFC-Que choisir a étudié les prix de l'eau dans un panel de 31 communes de France. Les factures feraient apparaître une eau jusqu'à 2,5 fois plus coûteuse que son prix de revient

La Tribune
31/01/2006

Le conseil de la concurrence rappelle à l'ordre les ingénieries publiques des forêts

Un avis du conseil de la concurrence qui rappelle quelques principes qui régissent l'intervention des services publics sur les marchés concurrentiels

Géomètre

01/01/2006

10 conseils pour définir l'intérêt communautaire

Circulaire relative à l'intercommunalité adressée le 23 novembre 2005 aux préfets par le ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire

Le Courrier des Maires

01/01/2006

La circulaire relative aux contrats de partenariat ou la " troisième voie contractuelle "

Consacré aux " contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ", le titre II de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat a ajouté au titre 1er du Livre IV de la première partie du Code général des collectivités territoriales un chapitre IV intitulé " Les contrats de partenariat ". Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi d'habilitation n° 2003-475 du 2 juillet 2003, les collectivités territoriales locales disposent ainsi de trois voies contractuelles leur permettant de mettre en oeuvre leurs projets : les marchés publics, soumis au Code des marchés publics ; les délégations de service public, soumises aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et les contrats de partenariat, soumis aux dispositions des articles L. 1414-1 et suivants du même code.

Collectivités Territoriales (Lamy)

01/01/2006

La vérité cachée du service public

Le service public n'est qu'une toute petite part de la réalité des entreprises qui l'assument.

Les Echos

03/01/2006

Décret n° 2005-1737 modifiant les seuils mentionnés dans le code des marchés publics

Le contrat de partenariat

AJDA

09/01/2006

Services publics : un rapport du Conseil économique et social suggère "de passer d'une conception organique à la française à une conception fonctionnelle axée sur le service rendu"

Le service public : une mission, pas un cadre juridique

Bulletin Quotidien

09/01/2006

Le Conseil économique et social donne sa vision des services publics

Le Conseil économique et social donne une définition en rupture avec la notion qu'il juge périmée du service public à la française et propose d'étendre un dispositif de service garanti à tous les secteurs d'activité essentiels

Les Echos

10/01/2006

Concurrence et liberté d'organisation des personnes publiques: éléments d'analyse

Le droit communautaire affiche une neutralité de principe en ce qui concerne l'organisation des personnes publiques. Cependant, du fait de la place centrale du principe de libre concurrence, cette neutralité est plus apparente que réelle

AJDA

16/01/2006

Les qualifications concurrentes des activités d'intérêt général en droit communautaire

On pense couramment que le terme service public est banni à Bruxelles. Et il est vrai qu'il apparaît dans peu de textes communautaires, la Commission lui reprochant d'être porteur d'un double sens. Mais le reproche peut être retourné à Bruxelles dont les notions de service d'intérêt général ou de service d'intérêt économique général n'apparaissent pas forcément plus claires

AJDA

16/01/2006

L'établissement public industriel et commercial est-il condamné ?

L'avenir de la formule de l'EPIC paraît cantonné tant parce que les avantages liés à ce statut sont suspectés par le droit communautaire de constituer des aides d'Etat que parce que ses limites sont mises en avant pour des raisons de stratégie, même dans un environnement qui n'est pas toujours concurrentiel. Les motifs des choix faits récemment pour ADP comme dans le secteur énergétique pourraient justifier demain aussi bien un changement de statut pour d'autres EPIC, sauf pour ceux qui répondent aux caractéristiques des "opérateurs internes" au sens du droit communautaire.

AJDA

16/01/2006

Demain, des "services au public" ?

Tous les services actuels ne pourront être maintenus partout dans les conditions qui prévalaient il y a des décennies

La Gazette des Communes

16/01/2006

Londres révisé ses positions

Hôpitaux en PPP

Le moniteur

20/01/2006

La nouvelle organisation des chambres de commerce et d'industrie

164 experts-comptables ont un mandat électif dans les chambres de commerce et d'industrie. Les chambres de commerce se trouvent à mi-chemin d'une construction globale de la sphère public-privé.

SIC

30/01/2006

MARCHES PUBLICS

De la publicité des marchés publics à procédure adaptée

Le droit est l'art de l'équilibre et il est rare que l'on parvienne à ce dernier sans difficulté. L'exercice est même particulièrement périlleux en matière de marchés publics, depuis l'entrée en vigueur en janvier 2004 du code actuellement applicable, notamment pour les acheteurs publics qui ne savent plus à quel saint se vouer. L'arrêt rendu par le Conseil d'État, dans le cadre de la procédure du référé précontractuel, le 7 octobre 2005, Région Nord-Pas-de-Calais, n° 278732, le démontre parfaitement. CE, 7 oct. 2005 n° 278732, Région Nord-Pas-de-Calais

Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

Marchés publics : ne pas lésiner sur la publicité

Dans un marché public, la publicité doit être adaptée au montant, mais également à l'objet du marché, vient de rappeler le Conseil d'État en annulant un marché de la région Nord-Pas-de-Calais.

Maires de France
01/01/2006

La circulaire relative aux contrats de partenariat ou la " troisième voie contractuelle "

Consacré aux " contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ", le titre II de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariat a ajouté au titre 1er du Livre IV de la première partie du Code général des collectivités territoriales un chapitre IV intitulé " Les contrats de partenariat ". Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi d'habilitation n° 2003-475 du 2 juillet 2003, les collectivités territoriales locales disposent ainsi de trois voies contractuelles leur permettant de mettre en oeuvre leurs projets : les marchés publics, soumis au Code des marchés publics ; les délégations de service public, soumises aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et les contrats de partenariat, soumis aux dispositions des articles L. 1414-1 et suivants du même code.

Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

Les contrats de mobilier urbain sont des marchés publics

Par les contrats dits de " Mobilier Urbain ", des entreprises commerciales se sont engagées à installer gratuitement sur le domaine public des abris destinés notamment aux usagers des transports en commun, des poteaux indicateurs, et ont obtenu, en contrepartie, l'autorisation d'exploiter, à titre exclusif, ces supports à des fins publicitaires. Dans la plus grande partie, sinon dans la totalité de ces contrats, les entreprises se réservent la propriété du " Mobilier Urbain ", partagent avec la collectivité contractante les frais d'entretien de ce mobilier, et s'obligent : à laisser à la disposition de cette collectivité une partie des emplacements publicitaires pour la diffusion d'informations locales. 1 CE, 4 nov. 2005, n° 247298,247299, Sté Jean-Claude Decaux

Collectivités Territoriales (Lamy)
01/01/2006

La qualification des contrats de mobilier urbain

Dans le cadre des contrats dits de " mobilier urbain ", les entreprises s'engagent à installer gratuitement, sur le domaine public, des abris destinés notamment au service des usagers de transport commun, des panneaux d'information etc. Ces entreprises obtiennent, en contrepartie, l'autorisation d'exploiter, à titre exclusif, ces supports à des fins publicitaires

La gazette des communes
02/01/2006

Une nouvelle version du code et la sécurisation des procédures électroniques

Les acheteurs auront à assimiler une nouvelle version du Code d'ici le 31 janvier.

La gazette des communes
02/01/2006

L'article 30 du code des marchés publics et le degré de publicité adéquat

Dès l'engagement d'une procédure de passation de marché sur le fondement de l'article 30 du code des marchés publics, il faut porter à la connaissance des candidats tous les critères d'attribution du marché.

AJDA

09/01/2006

Marchés publics: le paiement direct à l'épreuve du temps

Trente ans après, le bilan qui se dégage de la loi du 31 décembre 1975 est largement positif et toutes les évolutions législatives et jurisprudentielles récentes ont eu pour objectif l'accroissement de la protection du sous-traitant. La loi, d'ordre public, organise la protection du sous-traitant dans deux titres, exclusifs l'un de l'autre, selon la qualité publique ou privée du maître de l'ouvrage

Le Moniteur

13/01/2006

Dématérialisation de l'achat public : les entreprises réticentes

Depuis 2001, la dématérialisation se heurte à certaines réticences, en particulier de la part des entreprises. Le nouveau code, version 2006, devrait pallier ces difficultés

Géomètre

15/01/2006

Une nouvelle version du Code

L'avant-projet de décret portant Code des marchés publics

Juris Associations

15/01/2006

Favoritisme : comment commettre un délit sans le commettre ?

Un délit de favoritisme sans violation particulière d'un texte légal ou réglementaire et sans avantage injustifié, c'est ce que la chambre criminelle de la Cour de cassation nous offre à méditer au terme de l'arrêt Pinède du 21 septembre 2005

La Lettre du Cadre Territorial

15/01/2006

Organiser la mise en concurrence d'un marché

Les associations d'intérêt général et sous influence publique doivent désormais respecter les règles de mise en concurrence pour les marchés excédant des seuils qui restent encore à définir par décret. Dans l'attente de ce texte, il leur est fortement recommandé de se soumettre aux règles prévues à cet effet par le Code des marchés publics

Juris Associations

15/01/2006

Délai de réception des offres

Si un marché inférieur à 230000 euros est passé selon la procédure d'appel d'offres, l'ensemble des règles la concernant doivent être respectées, notamment sur le délai de remise des offres.

La Gazette des Communes

23/01/2006

Contrats de mobilier urbain : quelques éléments de réflexion sur les arrêts Decaux

Le choix du Conseil d'Etat de qualifier les contrats de mobilier urbain de marchés publics n'allait pas de soi. D'autres qualifications pouvaient retenir l'attention. Surtout, on peut se demander s'il était nécessaire de classer ces contrats dans me catégorie prédéfinie pour soumettre leur passation à des obligations procédurales adaptées. Les arrêts Decaux fournissent en tout cas l'occasion d'une réflexion sur le rôle du juge dans l'Indispensable effort de rationalisation de notre droit des contrats publics. AJDA 23/01/2006

110 Marchés publics Accords cadres : fiche explicative de la directive européenne de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Fiche explicative du 17 janvier 2006

Le moniteur

27/01/2006

✚ **Annoncé pour mars, le Code 2006 sera d'application immédiate**

La réforme 2006, qui était attendue pour janvier devrait aboutir en mars prochain. Invité à Toulouse du Club Marchés Sud-Ouest du Moniteur, Jérôme Grand d'Esnon, directeur des affaires juridiques de Bercy et auteur de la réforme, s'est prêté de bonne grâce au jeu des questions devant plus de 250 personnes. Il a livré en exclusivité ses commentaires sur le projet. Explications

Le Moniteur
27/01/2006

✚ **Arrêt n° 262361 du 14 octobre 2005**

Conseil d'Etat : "Centre hospitalier de Vitré"

Le moniteur
27/01/2006

✚ **Dialogue compétitif : fiche explicative de la directive européenne de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services**

La Commission européenne vient de publier quatre "fiches explicatives" commentant les directives coordonnant les procédures de passation des marchés publics dans la Communauté. Contrairement aux pouvoirs publics français, les autorités européennes ne publient pas, en général, de circulaires d'application, mais procèdent par étapes en rédigeant des fiches sur des points particuliers qui méritent explication

Le moniteur
27/01/2006

✚ **Tout savoir sur le Code 2006 des marchés publics**

Code des marchés publics

Le moniteur
27/01/2006

✚ **Bercy finalise son toilettage du Code des marchés publics en faveur des PME**

Le décret sur la réforme du Code des marchés publics sera transmis prochainement au Conseil d'État. Le découpage des marchés par lots, lorsqu'il est possible, devient une obligation. L'acheteur pourra fixer un nombre minimal de PME parmi les candidats à un marché

La Tribune
27/01/2006

✚ **Des PME financent la construction d'une maison de retraite**

Un groupement d'entreprises individuelles vient de souffler aux groupes nationaux la construction d'un Etablissement pour personnes âgées dépendantes

Le moniteur
27/01/2006

✚ **Vous avez dit "défavoritisme"?**

La jurisprudence renforce la "dangerosité" du délit d'octroi d'avantage injustifié en étendant son champ d'application au cas où une entreprise est défavorisée

Le moniteur
27/01/2006

✚ **Définition des droits exclusifs ou spéciaux : fiche explicative de la directive européenne de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux**

Fiche explicative du 17 janvier 2006

Le moniteur
27/01/2006

✚ **La commande publique au service du développement des PME**

Les achats publics de travaux, de fournitures et de services, qu'ils soient le fait d'administrations de l'Etat, de collectivités territoriales ou d'établissements publics, représentent, avec une valeur de 120 milliards d'euros par an (100/0 du PI B), un moteur essentiel de l'économie de notre pays.

SIC
30/01/2006

Marchés publics et discrétion professionnelle

Concilier discrétion professionnelle et information. L'article 26 de la loi du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, pose un principe de discrétion professionnelle à la charge des agents publics. En cas de non-observation de ce principe, l'agent est strictement sanctionné. Cette obligation doit cependant se combiner avec la nécessaire information des candidats évincés à un marché public. La jurisprudence et la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada) ont précisé la nature des informations communicables aux candidats aux marchés, mais les acheteurs publics doivent être vigilants, sous peine de sanctions.

La Gazette des Communes

30/01/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

Une France gouvernée à l'aveugle

Alors que nombre de pays de l'OCDE ont évalué leurs politiques pour réduire leurs dépenses publiques, la France reste très en retard. La multiplication des instances d'évaluation depuis quinze ans a donné de piètres résultats. Responsables de cette carence de la gestion publique : les énarques, les chercheurs et les politiques

La Tribune

03/01/2006

La modernisation de l'Etat avance à petits pas

Avec la loi organique relative aux lois de finances (Lof) et la gestion de l'État " par programmes ", la France fait ses premiers pas sur la lune. Néanmoins, la révolution se révèle lacunaire : l'administration n'a pas encore obtenu l'autonomie de gestion promise. Et la question de savoir qui va enclencher la dynamique de progrès demeure floue

La Tribune

04/01/2006

La fixation du SMIC ne devrait plus relever du gouvernement mais d'une commission d'experts indépendants, suggère la présidente du Medef, Mme Laurence PARISOT, qui entend par ailleurs faire de la "lisibilité" des politiques publiques la "feuille de route" de son action

Très attendue pour ce qui constituait en quelque sorte son discours d'investiture, Mme. Parisot a placé son propos sous le double signe de la demande de lisibilité des politiques publiques, et de l'action du Medef dans le domaine social

Bulletin Quotidien

18/01/2006

La téléconsultation, pour mieux communiquer avec les usagers

Une trentaine de collectivités interrogent leur population par téléphone pour connaître leur avis sur un sujet local. Un outil à ne pas confondre avec le sondage ou le référendum.

La gazette des communes

09/01/2006

50 questions sur les aides économiques des collectivités aux entreprises

Ce 50 questions consacré aux aides économiques en présente le cadre législatif et réglementaire d'exercice, les acteurs, précise la typologie des aides et répond à quelques questions pratiques. Il présente les dépenses des collectivités et fournit les principales sources d'information

Le Courrier des Maires

01/01/2006

Sous le signe de l'attractivité et de la compétitivité des territoires

Le développement des territoires passera par la conception des programmes opérationnels pour l'utilisation des fonds européens et le lancement des pôles d'excellence rurale.

La gazette des communes

02/01/2006

Les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur produisaient près de la moitié de la richesse française en 2003

Trois régions produisent à elle seuls 45 % du PIB français en 2003, d'après l'INSEE

Bulletin Quotidien

03/01/2006

Sauvegarde des entreprises : décret n° 2005-1677 du 28 décembre 2005 d'application de la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005

La loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, a modifié en profondeur le livre VI du Code de commerce en réformant le droit des procédures collectives et surtout en créant une nouvelle procédure de sauvegarde des entreprises

Le Moniteur

06/01/2006

Le gouvernement s'apprête à réglementer les restaurants de plage

Vingt ans après le vote de la loi Littoral, un décret vise à mieux encadrer les concessions accordées aux restaurateurs et aux commerçants par les municipalités sur le bord des plages. Les 919 communes concernées par le texte peinent à faire face à la pression immobilière et démographique

Les Echos

08/01/2006

Des activités en concurrence

Le littoral exerce un attrait résidentiel, touristique et économique. Cette triple pression aiguise les conflits d'usage

La gazette des communes

09/01/2006

L'Economie réunionnaise s'en tire mieux que celle des autres départements

L'économie de la Réunion a manifesté, l'année dernière, un dynamisme nettement plus marqué que celle des autres départements d'outre-mer. Les indicateurs sont au vert pour pratiquement tous les secteurs

Les Echos

16/01/2006

L'Auvergne lance un fonds régional pour soutenir l'emploi

Le conseil régional a décidé de remettre à plat l'ensemble de ses aides aux entreprises. A la place, il a créé un outil doté de 2,3 millions d'euros qui interviendra en complément des banques

Les Echos

18/01/2006

- ✚ **La fixation du SMIC ne devrait plus relever du gouvernement mais d'une commission d'experts indépendants, suggère la présidente du Medef, Mme Laurence PARISOT, qui entend par ailleurs faire de la "lisibilité" des politiques publiques la "feuille de route" de son action**

Très attendue pour ce qui constituait en quelque sorte son discours d'investiture, Mme. Parisot a placé son propos sous le double signe de la demande de lisibilité des politiques publiques, et de l'action du Medef dans le domaine social

Bulletin Quotidien
18/01/2006

- ✚ **Bourbonne offre son premier casino à Charnpagne-Ardenne**

L'établissement, exploité par le groupé normand Emeraude, qui gère déjà 7 établissements en France, tablé sûr la fréquentation des thermes, qui attirent plus de 30.000 curistes et accompagnateurs par an.

Les Echos
19/01/2006

- ✚ **M. Christian ESTROSI, ministre délégué à l'Aménagement du Territoire précise le rôle et les buts des pôles d'excellence rurale**

Le ministre délégué à l'Aménagement du Territoire a précisé hier que la création des "pôles d'excellence rurale" devait, en s'appuyant sur la nouvelle dynamique démographique des communes rurales et sur le succès des pôles de compétitivité, renforcer le développement économique des territoires ruraux

Bulletin Quotidien
19/01/2006

- ✚ **Pôle de compétitivité : vers un guichet unique**

Le premier ministre devrait annoncer au CIIACT du 2 février une simplification des procédures. Un guichet unique centralisera les financements de sept ministères

Le Figaro
19/01/2006

- ✚ **La compétence économique des communautés monte en puissance**

Neuf agglomérations sur dix sont désormais dotées d'un service de développement économique. Les plus petites intercommunalités ne sont pas forcément les moins bien outillées, révèle une étude de l'ADCF

Les Echos
20/01/2006

- ✚ **Aérodrome : la CCI joue son va-tout**

Pour sauver l'aviation d'affaire en Centre Alsace, la CCI de Colmar choisit le tribunal et la rue

Le moniteur
20/01/2006

- ✚ **Laissons vivre les pôles de compétitivité**

Il faut réunir dans un pôle très orienté vers le marché des centres de recherche en liaison avec des spécialités régionales reconnues

La Tribune
21/01/2006

- ✚ **Les aides publiques aux entreprises vivement critiquées**

Dans son avant-projet de rapport relatif aux aides publiques, qui sera discuté aujourd'hui en réunion plénière, le Conseil d'orientation pour l'emploi dresse un constat sévère du système actuel

La Tribune
25/01/2006

- ✚ **Grand ménage dans les aides régionales**

Face aux tergiversations du gouvernement en matière de transfert des aides aux entreprises et à des contraintes financières plus fortes, les régions s'organisent pour continuer à dynamiser l'activité et l'emploi.

L'Usine Nouvelle
26/01/2006

 **Décret N° 2005-1791 du 31 décembre 2005**

Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires
Le moniteur
27/01/2006

 **Bercy finalise son toilettage du Code des marchés publics en faveur des PME**

Le décret sur la réforme du Code des marchés publics sera transmis prochainement au Conseil d'État. Le découpage des marchés par lots, lorsqu'il est possible, devient une obligation. L'acheteur pourra fixer un nombre minimal de PME parmi les candidats à un marché

La Tribune
27/01/2006

 **Des PME financent la construction d'une maison de retraite**

Un groupement d'entreprises individuelles vient de souffler aux groupes nationaux la construction d'un Etablissement pour personnes âgées dépendantes

Le moniteur
27/01/2006

 **La nouvelle organisation des chambres de commerce et d'industrie**

164 experts-comptables ont un mandat électif dans les chambres de commerce et d'industrie. Les chambres de commerce se trouvent à mi-chemin d'une construction globale de la sphère public-privé.

SIC
30/01/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Demain, des "services au public" ?

Tous les services actuels ne pourront être maintenus partout dans les conditions qui prévalaient il y a des décennies

La Gazette des Communes

16/01/2006

Béziers veut faire revenir les activités en centre-ville

Béziers vient de transformer en ZAC un vaste espace de friches industrielles

Les Echos

19/01/2006

L'eau du robinet fait sa pub

L'eau du robinet est potable quasiment partout en France. Malgré cela, les Français boivent 7 milliards de litres d'eau plate en bouteille, ce qui génère 200000 tonnes de déchets. Diverses initiatives sont lancées pour remédier à cette aberration

Le Courrier des Maires

01/01/2006

Le dispositif Natura 2000 inquiète le port de Nantes-Saint-Nazaire

La France a jusqu'au mois d'avril 2006 pour augmenter le nombre des zones destinées à protéger la biodiversité

Les Echos

02/01/2006

Le gouvernement s'apprête à réglementer les restaurants de plage

Vingt ans après le vote de la loi Littoral, un décret vise à mieux encadrer les concessions accordées aux restaurateurs et aux commerçants par les municipalités sur le bord des plages. Les 919 communes concernées par le texte peinent à faire face à la pression immobilière et démographique

Les Echos

08/01/2006

Bras de fer autour de la collecte de déchets

La mise en place de bacs équipés de puces divise le territoire

La gazette des communes

09/01/2006

Charte de l'environnement et intérêt à agir

Par une ordonnance récente, le juge des référés du tribunal administratif d'Amiens a décidé que la Charte de l'environnement ne pouvait pas être invoquée par toute personne.

La gazette des communes

09/01/2006

Nouvelle stratégie européenne pour les déchets

La nouvelle stratégie de la Commission européenne concernant le recyclage des déchets

AJDA

09/01/2006

Bruxelles milite pour la libre circulation des déchets

La Commission considère les ordures comme une véritable manne financière, dont il faut faciliter un recyclage sans frontières. Le chiffre d'affaires européen de ce secteur atteint 100 milliards d'euros

La Tribune

09/01/2006

Dioxine d'Albertville : les ex-ministres devant le juge

En 2001 des taux effrayants de dioxine dans les graisses des animaux et la végétation ont été relevés autour de l'usine de Gilly-sur-Isère

Libération

12/01/2006

Ile-de-France : le SEDIF se rebiffe

Les 144 maires du syndicat des eaux d'Ile-de-France s'élèvent contre une décision du Conseil de la concurrence

Journal des Maires

15/01/2006

La Moselle s'engage en matière d'eau et d'assainissement

Depuis le début des années 1990, le conseil général de la Moselle mène une politique soutenue en matière d'eau et d'assainissement

Journal des Maires

15/01/2006

Avec LIFE+ la Commission change les règles

Fin novembre, quinze projets français ont été sélectionnés par la commission européenne pour le programme LIFE. Il s'agit d'un financement européen créé en 1992 pour les innovations dans le domaine de l'environnement

Journal des Maires

15/01/2006

Les dépenses environnementales des régions en forte accélération

En l'espace de six ans, l'effort budgétaire pour le secteur est passé de 240 millions à 692 millions d'euros, selon l'Ifen. Celui des départements est stable et porte avant tout sur l'eau

Les Echos

16/01/2006

Déchets : les Bouches-du-Rhône ne savent plus à quelle solution se vouer

Après le rejet du projet d'incinérateur de la Communauté urbaine de Marseille par les populations riveraines, le plan sur lequel le département doit bientôt se prononcer soulève lui aussi un fort vent d'opposition

Les Echos

17/01/2006

Flandre Lys lance dans la douleur un nouveau système de collecte

Un nouveau système de redevance d'enlèvement des ordures ménagères est mis en place au forceps dans l'intercommunalité Flandre Lys

Les Echos

17/01/2006

La Dordogne fait feu de tout bois pour réduire la facture énergétique

Le conseil général, le conseil régional et l'Ademe aident et subventionnent le surcoût de chaudières utilisant des plaquettes de bois récolté et broyé par des agriculteurs-sylviculteurs

Les Echos

19/01/2006

Suez mise sur le dessalement et le recyclage des eaux usées

Pallier la pénurie d'eau dans certaines régions du monde devient crucial. Le dessalement d'eau de mer et le recyclage représentent des marchés en pleine croissance qui pèsent respectivement 4 et 10 milliards de dollars par an

La Tribune

24/01/2006

Pollution : ça chauffe !

A l'image de Dunkerque, qui produira de l'eau chaude avec les gaz émis par Arcelor, de nombreuses villes optent pour des énergies renouvelables

L'Express

26/01/2006

Que faire des déchets nucléaires ?

La Commission nationale du débat public a rendu sa synthèse sur le casse-tête du stockage. Sera-t-elle entendue par les parlementaires ?

L'Express

26/01/2006

 **Arrêté du 25 novembre 2005**

Cas et conditions dans lesquels l'utilisation dans les équipements électriques et électroniques de plomb, de mercure, de cadmium, de chrome hexavalent, de polybromobiphényles ou de polybromodiphényléthers est autorisée

Le moniteur
27/01/2006

 **L'énergie solaire au sommet**

Une équipe d'ingénieurs français a mis au point un nouveau concept de production d'énergie renouvelable. Sur le principe de la cheminée solaire, il intègre des réflexions poussées sur l'impact environnemental et la rentabilité du système

Le moniteur
27/01/2006

 **Les grandes agglomérations lissent leur fiscalité sur les déchets**

Les grandes intercommunalités cherchent à unifier le taux de la taxe qui sert à financer la collecte, la TEOAA, plutôt que de le différencier par zones comme le permet pourtant le législateur

Les Echos
27/01/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Le département français est-il un outil obsolète ?

L'Etat, les régions, les départements, les communes, la France souffre d'une pléthore d'échelons administratifs

Le Figaro

03/01/2006

Brice Hortefeux : ce texte démontre la modernité de la FPT

Brice Hortefeux revient sur les principales dispositions du projet de loi FPT : nouveaux droits à la formation, réforme des institutions, régionalisation des concours, sans oublier la récente polémique sur l'intercommunalité

La Lettre du Cadre Territorial

15/01/2006

Une pause est nécessaire dans la décentralisation

Brice Hortefeux estime avoir renoué le dialogue pour surmonter les difficultés liées à l'acte II de la décentralisation. Le projet de loi sur la FPT vise, selon lui, à rendre celle-ci plus attractive

La Gazette des Communes

16/01/2006

Décentralisation doit rimer avec simplification

Transfert des routes nationales, difficultés de décollage des PPP, critiques de l'intercommunalité, soutien de l'investissement local, orientation de la politique du logement social... Autant de sujets sensibles qui, en ce début d'année, conduisent le ministre délégué aux Collectivités territoriales à monter au créneau

Le Moniteur

20/01/2006

Grand ménage dans les aides régionales

Face aux tergiversations du gouvernement en matière de transfert des aides aux entreprises et à des contraintes financières plus fortes, les régions s'organisent pour continuer à dynamiser l'activité et l'emploi.

L'Usine Nouvelle

26/01/2006

Les DDE à l'heure du transfert des "nationales"

2006 marquera le transfert effectif de 17000 km de routes et de 30000 agents aux départements. Un nouveau ministère de l'Équipement émerge, avec des DDE aux missions renouvelées et une nouvelle structure pour la gestion des routes nationales conservées par l'État


Le Moniteur

27/01/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

 **M. Georges TRON, député (UMP) de l'Essonne, a déposé une proposition de résolution tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre l'organisation de débats sur les rapports de la Cour des comptes**

Monsieur Tron souhaite que l'Assemblée nationale puisse débattre des rapports de la Cour des comptes

Bulletin Quotidien

24/01/2006

Elaboration des normes européennes et information du parlement français

Une circulaire du Premier ministre du 22 novembre 2005, publiée au JO du 25 novembre, a présenté les conditions d'application de l'article 88-4 de la Constitution. Ce texte concerne les conditions d'information du parlement français dans le cadre de l'élaboration des normes européennes

Journal des Maires

15/01/2006

Avec LIFE+ la Commission change les règles

Fin novembre, quinze projets français ont été sélectionnés par la commission européenne pour le programme LIFE. Il s'agit d'un financement européen créé en 1992 pour les innovations dans le domaine de l'environnement

Journal des Maires

15/01/2006

Londres révisé ses positions

Hôpitaux en PPP

Le moniteur

20/01/2006

PATRIMOINE

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Vous avez dit "défavoritisme" ?

La jurisprudence renforce la "dangerosité" du délit d'octroi d'avantage injustifié en étendant son champ d'application au cas où une entreprise est défavorisée

Le moniteur

27/01/2006

La prise illégale d'intérêts, une infraction difficile à prescrire

Le délai de prescription du délit de prise illégale d'intérêts ne commence à courir, en cas de règlements d'honoraires en plusieurs versements, qu'à compter de la date du dernier acte de paiement correspondant au solde restant dû sur le montant global du marché. Cass. crim., 29 juin 2005, n° 04-87.294

Collectivités Territoriales (Lamy)

01/01/2006

Le régime des prises d'intérêts justifiées dans les communes de moins de 3 500 habitants

Les dispositions dérogatoires de l'article 432-12, alinéas 2 et suivants, du Code pénal, applicables aux communes comportant moins de 3 500 habitants, ne peuvent être invoquées par un maire qui conclut lui-même avec un tiers, au nom de la commune, un contrat dans lequel il prend un intérêt. Cass. crim., 29 juin 2005, n° 04-87.294

Collectivités Territoriales (Lamy)

01/01/2006

Dioxine d'Albertville : les ex-ministres devant le juge

En 2001 des taux effrayants de dioxine dans les graisses des animaux et la végétation ont été relevés autour de l'usine de Gilly-sur-Isère

Libération

12/01/2006

Une loi, des schémas de cohérence territoriale

Des grands principes de la loi à leur application locale, il manque un chaînon, que les schémas de cohérence territoriale devront combler

La gazette des communes

09/01/2006

Quelle place pour la Vefa ?

Utilisée pour la réalisation d'opérations immobilières privées, la Vefa (vente en l'état futur d'achèvement) peut aussi s'appliquer aux ouvrages publics, mais son champ d'application est alors limité. Ce contrat permet au vendeur de transférer à l'acquéreur ses droits sur le sol et la propriété des constructions existantes

Le Moniteur

06/01/2006

Favoritisme : comment commettre un délit sans le commettre ?

Un délit de favoritisme sans violation particulière d'un texte légal ou réglementaire et sans avantage injustifié, c'est ce que la chambre criminelle de la Cour de cassation nous offre à méditer au terme de l'arrêt Pinède du 21 septembre 2005

La Lettre du Cadre Territorial

15/01/2006

L'Anru atteint sa vitesse de croisière

Bilan de l'action en 2005 de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Le moniteur

20/01/2006

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

- ✚ **Frank Natali, ancien président du Syndicat des avocats de France, ancien bâtonnier de l'Essonne, devrait succéder à Thierry Wickers à la présidence de la Conférence des bâtonniers**

Frank Natali élu premier vice-président de la Conférence des bâtonniers

Bulletin Quotidien

27/01/2006

- ✚ **Nomination des délégués régionaux "Grand Nord", "Grand Est" et "Grand Sud" du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales**

Trois délégués régionaux viennent d'être nommés. Ils auront pour charge d'accompagner l'implantation et le développement en région du Forum

Bulletin Quotidien

30/01/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

Dépenses de campagne engagées par le candidat: "menues", " faibles " et " négligeables "

Un candidat n'est pas en droit de régler sans passer par l'intermédiaire de son mandataire financier des dépenses dont le montant n'est faible ni par rapport au total de ses dépenses électorales ni par rapport au plafond des dépenses autorisées

AJDA

23/01/2006

Notion de dépenses non électorales et montant du remboursement de l'État

CE 11 janvier 2006, Élections régionales d'Ile-de-France, M. Copé, n° 277042.

AJDA

30/01/2006